



BÜLTEN BULLETIN

**INFO-TÜRK AJANSI
AGENCE INFO-TÜRK
INFO-TÜRK AGENCY**

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: COODIFF
561, CHAUSSEE DE NINOVE - 1080 BRUXELLES
TELEPHONE: (32-2) 523 22 26 et 522 98 12

La reproduction de nos articles est autorisée avec la mention de la référence INFO-TÜRK ou ITA

PERIODIQUE MENSUEL
Gen.26/27-F.9/10
Juillet-Août 1977
Prix: 10 FB
Abonnement annuel
Belgique: 100 FB
Etranger: 200 FB

MALGRE LA MONTEE DES VOTES DE GAUCHE, ENCORE QUATRE ANS DE GOUVERNEMENTS DE COALITION EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - Du fait qu'aux élections du 5 juin, aucun parti n'obtint la majorité absolue, ceux qui, depuis des années souhaitaient un gouvernement homogène furent à nouveau déçus.

La tentative d'Ecevit de former un gouvernement social démocrate minoritaire échoua le 3 juillet à cause des 229 votes négatifs des partis de droite. Le Gouvernement du Parti républicain du Peuple (CHP) ne put réunir que 217 votes en faveur de son programme.

Ainsi, la Turquie doit faire face, pendant 4 ans encore à des gouvernements de coalition et même à la menace d'un coup d'état militaire.

Juste après les élections générales, le Président du CHP, Bülent Ecevit déclara que son parti avait obtenu au minimum 220 sièges sur les 450 sièges de l'Assemblée Nationale, peut-être même plus; et c'est ainsi qu'il provoqua les commentaires erronés de la presse mondiale qui affirmait qu'un gouvernement social-démocrate était assuré en Turquie.

Ecevit était si sûr qu'il pensait de former un gouvernement homogène avec l'appui de quelques députés indépendants. Mais ceci fut l'une des erreurs les plus graves de sa vie politique: le chiffres officiels publiés le lendemain montrèrent que le CHP n'obtenait que 213 sièges, et non 220, alors que l'opposition de droite en avait 229.

Les résultats finaux des élections générales, annoncés par le Conseil Suprême des Elections montraient que sur un total de 21.207.303 électeurs, seulement 15.356.210 allèrent aux urnes. La proportion de participation fut de 72,42%.

Les résultats comparés des élections de 1973 et 1977 montrent que le Parti de la Justice (AP) et le Parti républicain du Peuple (CHP) réussirent à accroître leurs voix, alors que le Parti du Salut National (MSP) conserve le même nombre de voix mais perd la moitié de ses sièges au Parlement. Deux des partis de droite mineurs, le Parti démocratique (DP) et le Parti républicain de la Confiance (CGP) perdirent leurs voix et leurs sièges au profit des grands partis. Le Parti d'Action Nationaliste

./.

(MHP), neo-fasciste, surprit à la fois par l'augmentation de ses voix et de ses sièges au Parlement.

LES RESULTATS COMPARES DES ELECTIONS DE 1973 ET 1977

Partis	Année	Votes valables	Pourcentage	Sièges
PARTI REPUBLICAIN DU PEUPLE (CHP)	1973	3.570.583	33,3	185
	1977	6.117.280	41,4	213
PARTI DE LA JUSTICE (AP)	1973	3.197.900	29,8	149
	1977	5.457.649	36,9	189
PARTI DU SALUT NATIONAL (MSP)	1973	1.265.771	11,8	48
	1977	1.271.620	8,6	24
PARTI D'ACTION NATIONALISTE (MHP)	1973	362.208	3,4	3
	1977	942.606	6,4	16
PARTI REPUBLICAIN DE LA CONFIANCE (CGP)	1973	564.343	5,3	13
	1977	277.059	1,9	3
PARTI DEMOCRATIQUE (DP)	1973	1.275.502	11,9	45
	1977	273.426	1,8	1
PARTI D'UNION DE TURQUIE (TBP)	1973	121.759	1,1	1
	1977	58.319	0,4	-
PARTI OUVRIER DE TURQUIE (TIP)	1973	---	---	-
	1977	20.683	0,1	-
INDEPENDANTS	1973	303.218	2,8	6
	1977	367.172	2,5	4

Aux élections partielles qui eurent lieu en même temps, dans les mêmes proportions, le CHP gagna 28 sièges tandis que le AP en obtint 21 et le MSP 1. Ainsi, le CHP arriva à obtenir la majorité absolue au Sénat de la République.

Mais voyant l'impossibilité de former un gouvernement homogène, Ecevit changea d'attitude et se mit à affirmer qu'il considérait que le religieux MSP faisait parti du "front démocratique" et demanda son appui. Mais, de concert avec d'autres partis de droite, le MSP déclara aussi qu'il ne voterait pas la confiance au gouvernement minoritaire du CHP, qui avait déclaré durant la campagne électorale qu'il n'avait jamais une intention de collaborer avec le MSP, même s'il y avait une nécessité vitale.

Ensuite, espérant qu'à l'Assemblée Nationale il y aurait au moins treize personnes "conscientes de la responsabilité qu'il y avait à faire tous les efforts et sacrifices possibles en vue d'obtenir une solution viable de la crise gouvernementale", Ecevit forma un gouvernement minoritaire, et en dépit des objections de trois partis de droite, le Président de la République approuva sa liste d'un cabinet de 26 membres.

Bien qu'il parlât de "13 personnes conscientes de la responsabilité", Ecevit, dans le but de s'assurer le vote de quelques députés dissidents des partis de droite qui agiraient sous l'influence des milieux d'affaires, commença à faire des déclarations en contradiction avec les promesses qu'il avait faites durant sa campagne électorale et à faire des concessions aux milieux capitalistes.

Comme point de départ, il confirma qu'il était un anti-communiste ardent et déclara: "Le fascisme ouvre la voie au communisme, comme réaction. Au Portugal et en Espagne, des années de pouvoir fasciste révélèrent un 'communisme rouge éclatant' quand le couvercle de l'oppression fut soulevé un peu. Au Portugal un mouvement de la gauche démocratique empêcha l'implantation du communisme."

En fait, Ecevit arriva à obtenir un soutien très fort des leaders social-démocrates anti-communistes notoires des pays européens. Durant la campagne électorale Mr. Willy Brandt avait assuré à Ecevit l'appui du SPD et il avait mobilisé les organisations du parti et les syndicats social-démocratiques pour qu'ils mènent une campagne en faveur du CHP parmi les travailleurs turcs émigrés en Allemagne.

Mr. Brandt avait également déclaré publiquement que, si le CHP arrivait au pouvoir, la République Fédérale d'Allemagne ferait son possible pour fournir au gouvernement d'Ecevit toutes les facilités et possibilités économiques et financières.

D'autre part, le Premier Ministre du Portugal, Mario Soares déclara à Strasbourg qu'il admirait Ecevit et qu'il l'inviterait au Portugal après les élections générales turques.

Les capitalistes turcs manifestèrent également leur soutien à Ecevit et demandèrent la formation d'un gouvernement CHP homogène.

Vehbi Koç, le plus grand capitaliste de Turquie, affirma: "Nous avons besoin d'un gouvernement fort afin de résoudre tout à la fois nos problèmes intérieurs et extérieurs. Puisque le CHP a obtenu le nombre le plus élevé de sièges à l'Assemblée, le gouvernement doit être formé par ce parti."

Un autre des principaux capitalistes, Sakıp Sabancı, était du même avis: "Nous soutiendrons un gouvernement fort, peu importe qui le formera."

Le Président de l'Association des Industriels et Hommes d'Affaires Turcs, Feyyaz Berker déclara: "Le CHP doit former un gouvernement. Si ce n'est pas une coalition, une autre solution serait un gouvernement minoritaire." Le Président du Fonds de Développement Economique, Ertugrul Soysal fut plus net encore: "Je crois que le CHP a remporté un plein succès. Il faut mettre ce parti à l'épreuve dans le gouvernement. Je crois que le gouvernement que Mr. Ecevit formera vraisemblablement résoudra les problèmes extérieurs et intérieurs bien plus facilement que d'autres ne pourraient le faire."

A la suite de cette nouvelle orientation des milieux d'affaires, même le Bureau Exécutif du Parti de la Justice (AP), qui était connu jusqu'à présent comme étant le représentant politique principal de la grande bourgeoisie, réagit violemment et publia une déclaration disant que "les employeurs sont maintenant les nouveaux partenaires du CHP. Ce parti est soutenu par les hommes d'affaires." Le MHP néo-fasciste alla bien plus loin sur ce sujet et accuse le CHP de représenter et de défendre les intérêts des compagnies multinationales, des grands capitalistes, des propriétaires fonciers, des exploitants, etc..."

Bien qu'il ait répété à maintes reprises durant sa campagne électorale, que le CHP demanderait des comptes au sujet de certain faits passés, en particulier les tortures et assassinats politiques, Mr. Ecevit renonça à ces promesses et commença à déclarer que "demander des comptes sur des actes criminels n'est pas la fonction des gouvernements."

C'est dans cet esprit que le 28 juin le Premier Ministre Ecevit présenta son programme de gouvernement devant le Parlement. Les deux sessions, celle de la présentation du programme et celle des débats à ce sujet furent boycottées par 229 députés des trois partis de droite qui déclarèrent que, puisqu'il n'était pas basé sur une majorité parlementaire, le gouvernement d'Ecevit était seulement "un gouvernement de palais présidentiel", et non le gouvernement du Parlement. Les leaders des partis de droite avaient aussi accusé le Président de la République de violer la Constitution en approuvant un gouvernement minoritaire.

En dépit de ces réactions des partis de droite, le Premier Ministre Ecevit, sous la devise traditionnelle du CHP, "Nous voulons être le gouvernement de toute la nation, et non celui d'un certain parti," présenta un programme gouvernemental favorisant entièrement les milieux capitalistes.

Le seul point qui répondait aux demandes des masses laborieuses était la promesse de restaurer la loi et l'ordre dans la rue et les campus universitaires. Mais, par ailleurs, ceci était également demandé par les cercles dirigeants.

Comme "Le Monde" le soulignait, le programme gouvernemental ne contenait pas un seul point susceptible d'inquiéter les cercles capitalistes: ni l'abolition des articles 141 et 142 du Code Penal Turc qui interdisent la formation d'un parti sous le nom de "communiste" et la propagande pour un socialisme scientifique, ne l'abolition du lock-out.

Pas un seul mot sur les comptes à faire rendre au sujet des tortures et des assassinats politiques, ni d'une amnistie générale pour les prisonniers politiques ne se trouve dans ce programme

Il accordait une satisfaction au droite religieux: La religion serait respectée et les institutions théologiques seraient élevées au niveau d'académies. Ecevit avait aussi fait des concessions aux milieux religieux en nommant l'ex-président des Affaires religieuses, Lutfü Dogan, comme vice-premier.

Comme concession aux milieux d'affaires, Ecevit maintenait la présence à l'OTAN et au CEMTE et disait également "oui" à l'EEC. Il promit de créer un bureau du commerce extérieur afin de développer harmonieusement les relations économiques avec d'autres pays, spécialement avec les pays du Moyen Orient. Le programme favorisait aussi les capitaux étrangers.

Malgré ces concessions qu'il fit à la droite, Mr. Ecevit n'a pas réussi à obtenir un vote de confiance, et le tour de Demirel vient à nouveau.

Le Président du Parti de la Justice (AP) tentera de ressusciter une variante de son gouvernement sortant de Front Nationaliste en s'appuyant sur le Parti du Salut National (MSP) et le Parti d'Action Nationaliste (MHP), néo-fasciste. Dans ce cas, si le MSP consent à faire un autre essai avec Demirel, le leader du AP pourra rassembler 229 votes au Parlement.

Cependant, diverses déclarations indirectes faites par les leaders du MSP indiquent que ce parti, ou bien utilisera sa position-clé comme levier pour obtenir autant de concessions que possible concernant les principes à être inscrits dans le programme gouvernemental et la distribution des ministères, ou bien il poussera les deux partis principaux à former un gouvernement AP-CHP; ainsi, en restant le parti d'opposition le plus important, il retrouverait le soutien des masses insatisfaites.

Les milieux dominants extérieurs et intérieurs désirent aussi laisser le MSP en dehors du gouvernement: ils se méfient de son attitude politique instable et souhaitent avoir un gouvernement fort, soit homogène, soit par une coalition AP-CHP.

Du fait qu'il n'y a pas de grandes différences entre les programmes des deux partis, excepté sur quelques points concernant les droits et libertés démocratiques, une telle coalition pourrait être réalisée aisément.

Mais, si les considérations personnelles des deux leaders, en particulier celles de Demirel, empêchaient la formation d'une coalition CHP-AP, dans ce cas surgirait à nouveau sur la scène politique de Turquie la menace d'un coup d'état militaire. (C-M-LM-3/7)

LE PARTI OUVRIER DE TURQUIE COMMENTE LE RESULTAT DES ELECTIONS

ISTANBUL (ITA) - Quelqu'il fit entendre la voix du mouvement socialiste durant la campagne électorale, le Parti Ouvrier de Turquie (TIP), la seule formation socialiste qui participa aux élections, et cela seulement dans quinze centres industriels, n'obtint pas assez de voix pour être représenté au Parlement; ceci est dû au fait que beaucoup d'électeurs de gauche ont préféré voter pour le CHP, dans le but de renverser le Gouvernement de Front Nationaliste. En outre, les deux principales centrales syndicales firent une propagande importante visant à empêcher les masses de voter pour le TIP. La Confédération des Syndicats Progressistes (DISK) soutint inconditionnellement le CHP social-démocrate, tandis que la Confédération des Syndicats Turcs (TÜRK İŞ) faisait campagne en faveur du Parti de la Justice (AP). Les groupes maoïstes également participèrent à cette campagne anti-TIP en lançant le slogan "Ne votez pas pour le TIP, laquis des impérialistes russes!"

Le Comité central du TIP publia l'exposé suivant sur le résultat des élections du 5 juin:

"Les résultats des élections montrent que notre population travailleuse devra faire face à des jours pénibles et des tâches importantes. Tous les démocrates, patriotes, socialistes auront à supporter des épreuves nouvelles et difficiles. Cette situation oblige toutes les forces démocratiques à lutter dans l'unité et la solidarité les plus larges et souligne l'importance d'une lutte basée sur une puissance conséquente et organisée des masses.

"Les résultats des élections expriment une polarisation absolue. D'un part, dans le but d'arrêter l'escalade fasciste des forces réactionnaires, les masses laborieuses ont visé à renverser le gouvernement de Front Nationaliste et ont préféré voter en faveur du CHP. Puisqu'il représente la volonté démocratique renforcée des masses, l'accroissement des votes pour le CHP signifie un développement positif.

"D'autre part, il est entendu qu'une partie importante des électeurs, malgré le coût excessif de la vie, le chômage, la pauvreté, les agressions fascistes et la violence, continue à voter dans une direction opposée à ses propres intérêts.

"Aujourd'hui, il y a équilibre entre les forces polarisées. Le Parti d'Action Nationaliste (MHP) a élargi sa base populaire. Ce fait montre que les menaces contre ./.

les ouvriers et tous les travailleurs n'ont jamais diminué, mais ont, au contraire, acquis de nouvelles dimensions. Les progrès que le MHP a faits lui donneront la possibilité d'exécuter d'une manière plus ouverte et violente sa tâche d'être la force de frappe de l'impérialisme et du grand capital, par conséquent du Parti de la Justice (AP).

"C'est devenu une tâche vitale dans la lutte démocratique d'expliquer aux ouvriers et aux masses laborieuses ce que sont les forces qui se cachent derrière le MHP.

"Le TIP n'a échoué que dans l'un des deux objectifs qu'il se proposait aux élections générales. Cette fois-ci, une panique collective créée par le pouvoir de Front Nationaliste a empêché des masses importantes de participer par leurs votes à la lutte démocratique logique et décisive vers le socialisme. La peur provoquée, l'espoir répandu largement d'un salut immédiat, et la difficulté de briser en un temps si court le cercle formé autour du mouvement socialiste scientifique, tous ces facteurs, malgré le soutien de la masse et nos travaux électoraux, ont empêché notre parti d'obtenir les voix suffisantes.

"Le TIP a réussi cependant à atteindre son autre objectif aux élections générales. Notre parti a utilisé les élections de 1977 comme moyen de faire connaître publiquement la ligne politique de la classe ouvrière, la voix et les vues du socialisme scientifique et lui a permis d'accélérer les travaux d'organisation du parti. En outre, les cadres du parti ont pris contact davantage avec les masses et ont fait beaucoup d'expériences importantes en poursuivant une activité intensive." (C-M-PB-DG-ET-15/6)

UN TENTATIVE DE COUP D'ETAT MILITAIRE ECARTÉE

ANKARA (ITA) - Voyant les progrès inévitables des forces démocratiques durant la campagne électorale, certains officiers de l'armée ont tenté de faire un coup d'état juste avant les élections générales. Parmi les officiers qui participèrent à cette tentative, il faut signaler le Commandant des Forces Terrestres, le Général Namik Kemal Ersun.

Le Général Ersun est connu pour ses opinions fascistes et est un défenseur ardent du Parti d'Action Nationaliste (MHP), néo-fasciste. Au cours de la répression militaire, entre 1971 et 1973, en tant que commandant de la Loi Martiale, il a utilisé les méthodes les plus brutales, telles que tortures, mises au secret, etc...

Cependant, grâce à la vigilance de quelques officiers anti-fascistes, cette tentative de coup d'état fut écartée et le Général Ersun fut mis à la retraite avant la date normale.

Après les élections, le général Ersun fit appel à la Cour Administrative militaire suprême pour arrêter tout le procès de son éloignement et de sa mise à la retraite.

(C-DN-DG-ET-28/6)

LES ASSASSINATS POLITIQUES CONTINUENT APRES LES ELECTIONS GENERALES

ANKARA (ITA) - Puisque la paix et l'ordre dans le pays étaient de première importance, le premier acte du Gouvernement Ecevit fut de former une sous-commission gouvernementale composée de cinq ministres.

Le 23 juin 1977, Ecevit déclara que la tâche prioritaire du gouvernement était d'assurer la paix, la sécurité de vie et la liberté d'éducation.

Les unités de commando para-militaires fascistes "les Loups Gris" ont causé, en un mois, la mort de 42 personnes:

Le 25 MAI: L'étudiant Mustafa Kemal Kinacı fut torturé à mort et son corps fut retrouvé dans la rue.

Le 25 MAI: Yaşar Arslan, membre du Parti Républicain du Peuple fut tué par balles à Selçuk.

Le 25 MAI: Le travailleur Mustafa Ertürk fut tué par balles à Gaziantep.

Le 25 MAI: Müjdat Yılmaz, âgé de huit ans, fut torturé à mort à Erzurum, par des policiers qui voulaient le forcer à révéler la cachette de son frère.

Le 27 MAI: Au cours d'un conflit armé entre les partisans du AP et du CHP Nurullah Necmioğlu, Hacı Mehmet Turan, Gençoğlu Dirbaz et Nuri Dip furent tués par balles à Mardin.

Le 28 MAI: Le Professeur Ismail Akçay à Iğdır et le Professeur Kemal Demir à ./.

Karakoçan furent tués par balles par les Loups Gris.

Le 29 MAI: Au cours d'un conflit armé entre les partisans du Parti de la Justice et le Parti du Salut National Mustafa Altıntepe fut tué par balles à Beyşehir.

Le 29 MAI: Par l'explosion d'une bombe à l'Aéroport d'Yeşilköy à Istanbul, cinq personnes, l'ouvrier Turgut Ismet, le technicien Hasan Yalçınkaya, le chauffeur Kadri Çubuklu, un enfant de 12 ans; Ahmet Kiraz et l'ouvrier Nail Yagız, moururent.

Le 30 MAI: Le policier Cemalettin Topçu fut tué par balles à Erzincan.

Le 2 JUIN: Yaşar Berkman, membre du CHP fut tué par balles à Ulukışla.

Le 2 JUIN: Le chef de village Mehmet Ettiş, membre du CHP fut tué par balles à Malatya.

Le 3 JUIN: L'étudiant Ali Canbolat fut tué par balles à Ankara.

Le 7 JUIN: Alican Karaoşmanoglu, ex-membre des Loups Gris fut tué par balles par les tireurs de cette organisation pour "avoir trahi".

Le 7 JUIN: L'étudiant d'université Ertugrul Karakaya fut tué par balles par les gendarmes à la porte de l'Université Technique du Moyen Orient à Ankara.

Le 7 JUIN: Le corps de l'étudiant Hasan Dogan qui avait été kidnappé par les Loups Gris fut retrouvé à Istanbul.

Le 14 JUIN: Le Juge Akif Toros Karabay a été trouvé assassiné dans sa maison à Diyarbakır.

Le 15 JUIN: Le Professeur Assistant Orhan Yavuz de l'Université Atatürk à Erzurum fut poignardé à mort par les Loups Gris. Six mois auparavant, il avait écrit à l'un de ses amis qu'il vivait sans aucune sécurité pour sa vie.

Le 15 JUIN: Ismail Oktar, étudiant à la Faculté forestière à Istanbul, a été tué par balles.

Le 17 JUIN: L'étudiant Haydar Türkmen a été tué par balles à Ankara.

Le 17 JUIN: Kemal Kara, Président du Foyer Populaire fut poignardé à mort à Fatsa.

Le 18 JUIN: Au cours d'un conflit armé entre des groupes politiques rivaux Mehmet Sait Timur et Basri Efe furent tués par balles à Silvan.

Le 18 JUIN: Au cours d'un conflit armé à Muş, Ziyaettin Nişancı et Sabriye Nişancı furent tués par balles.

Le 18 JUIN: L'ouvrier Ismail Boyunduruk fut tué par balles à Nallıhan.

Le 20 JUIN: L'étudiant Ibrahim Tümer a été mortellement blessé par balles à Ankara.

Le 20 JUIN: L'ouvrier Gazi Degirmenci fut tué par balles à Ankara.

Le 20 JUIN: İmdat Sarıca fut tué par balles à Antalya.

Le 20 JUIN: L'étudiant Ahmet Tekin qui avait été blessé par balles le 5 juin est mort à l'hôpital.

Le 21 JUIN: L'étudiant Ahmet Aytaç a été tué par balles à Istanbul, lors de l'attaque d'un bus par des commandos.

Le 21 JUIN: L'ouvrier Şehmuz Hacıyusufoğlu a été tué par balles à Diyarbakır.

Le 21 JUIN: L'ouvrier Ali Kutlar a été poignardé à Adana.

Le 21 JUIN: Juste après une démonstration des Loups Gris à Antalya le corps d'une jeune femme de 18 ans a été trouvé dans la rue.

Le 25 JUIN: Ismet Kılıç a été poignardé par des commandos à Izmir.

Ainsi le nombre total des victimes d'assassinats politiques passa de 237 à 279 au cours de la période de 26 mois qui suivit l'accession au pouvoir du gouvernement de Front Nationaliste.

Puisque le gouvernement d'Ecevit n'obtint pas le vote de confiance du Parlement, toutes les mesures prises par ce gouvernement resteront lettre morte et la terreur fasciste se poursuivra.

(DN-V-M-DG-ET-26/6)

VERS UNE TURQUIE "COUTEUSE"

ANKARA (ITA) - Au lendemain des élections du 5 juin, la Turquie va vers un futur très coûteux.

Le Ministre des finances du Gouvernement Ecevit, le Professeur Nesim Üstünel, déclara dans une conférence de presse que le gouvernement prenait à sa charge un "trésor sous le niveau zéro" et que, si une dévaluation de la lire turque devenait inévitable, le gouvernement sortant de Front Nationaliste en serait responsable.

Üstünel déclara que, au cours des trois prochains mois, la Turquie devrait verser plus de 800 milliards de dollars d'acompte sur les dettes étrangères; que le déficit

des entreprises d'état avait atteint 41 milliards de liras turques (2,3 milliards de dollars US) et que le gouvernement sortant avait émis mensuellement un milliard et demi de liras turques durant les deux ans et demi de son pouvoir.

Au cours des derniers mois, une série de facteurs a eu comme résultat une situation fiscale des plus embarrassantes. La Banque Centrale s'est trouvée à court de devises; ceci l'obligea à informer certains fournisseurs étrangers qu'ils ne pourraient être payés à temps, et à l'Ambassade turque au Japon l'argent fit défaut.

La Turquie subissait un important déficit en devises étrangères de près de 1,5 milliards de dollars l'an. Les réserves en devises étrangères se sont réduites à environ 600 milliards de dollars, à peine plus que le montant mensuel des importations.

Le gouvernement sortant avait fait appel au Fonds monétaire International (IMF) pour obtenir une aide et le IMF a procédé à des sondages préliminaires.

A cause d'un taux d'inflation élevé, environ 20%, croit-on, les importations et exportations de Turquie sont devenues coûteuses et des exportations en déclin à cause des prix trop élevés, ont pour résultat un déficit des devises étrangères.

Il semble que le gouvernement turc pourrait choisir entre trois solutions, par ordre prioritaire: 1. Ralentir le taux de croissance, 2. Soutenir les exportations en accordant des ristournes élevés des taxes sur les marchandises exportées, 3. Aller vers une dévaluation du cours de la lire.

La Turquie avait atteint un taux de croissance de 7,2% en 1976. Ce taux semble très élevé pour la Turquie, mais il est, en fait, malsain. Le peuple turc semble sacrifier une grande partie de son bien-être en recevant des crédits aussi élevés et en prenant de trop nombreux engagements financiers qu'il ne peut utiliser convenablement. Néanmoins il semble très difficile de ralentir le taux de croissance, peu importe qui sera au pouvoir.

Le mieux adapté à la situation actuelle est naturellement la dévaluation. Au début du mois de mars la lire turque a été dévaluée de 6% par rapport aux cours étrangers. Bien qu'il eût été nécessaire de procéder à une nouvelle dévaluation, le gouvernement sortant demanda avec insistance de s'en abstenir, parce que c'était l'année des élections. En outre, si on ne prend pas de précautions, il est certain que l'inflation fera disparaître à brève échéance les avantages que cette dévaluation avait procurés. Comme la population turque a pu en faire l'expérience au cours des 2-3 dernières années, la dévaluation amènera l'inflation qui sera suivie d'une autre dévaluation et ainsi de suite.

Après les élections certains experts et économistes de même que des hommes d'affaires considèrent que la lire turque doit être dévaluée de 15 à 20% afin de permettre une rentrée de devises convenable. La possibilité d'une nouvelle dévaluation entretient l'atmosphère de crise. Les industriels turcs, craignant qu'une dévaluation soit imminente, stockent les marchandises importées.

Ainsi il y a beaucoup de problèmes sérieux à résoudre par le nouveau gouvernement ainsi que de mesures à prendre, y compris une lutte réaliste contre la fraude et la spéculation, un réajustement des prix, une réglementation des crédits, un nouveau plan pour les investissements et un contrôle de l'inflation. (C-M-DN-DG-ET-24/6)

30.000 METALLOS EN GREVE EN TURQUIE

ISTANBUL (ITA) - La Turquie connaît les plus vastes grèves dans le secteur de la métallurgie. Environ 30.000 ouvriers y font grève.

La raison de cette grève se situe bien au-delà d'une simple revendication salariale.

Le Syndicat des Ouvriers Métallurgistes (MADEN İŞ) est l'union la plus forte dans ce secteur. De plus, elle est affiliée à la Confédération des Syndicats Progressistes (DISK). L'orientation progressiste et militante de cette confédération a toujours inquiété les employeurs. Sa politique dure a gagné diverses et importantes revendications de salaire et la Confédération possède important fonds de grève. Elle s'est développée d'une façon conséquente considérable surtout dans les grandes villes et dans les industries clés. En ce qui concerne l'industrie privée, le DISK est la force principale. Le nombre de jours de grève des adhérents du DISK atteignit un total annuel d'un million. Des accords collectifs sont en vigueur dans la plupart des entreprises industrielles majeures.

Inquiet de l'influence croissante des syndicats progressistes, Vehbi Koç, le plus grand industriel turc, déclara qu'il aimerait voir l'introduction de négociations ./.

collectives tripartites, avec des accords uniques courant des secteurs entiers. Suivant cette proposition, l'Union des Employeurs de la Métallurgie (MESS) décida, l'année passée, de forcer le Syndicat des Ouvriers Métallurgistes à signer un accord collectif courant tout le secteur. Mais, se rendant compte du but des employeurs, le Syndicat des Metallos refusa cette proposition et poussa 30.000 ouvriers à faire la grève.

Cette grève marqua un nouveau tournant dans le mouvement de la classe ouvrière. Les employeurs essaient d'amener le syndicat des ouvriers à l'épuisement de leur fonds de grève. Voyant cette menace, le Syndicat prit l'initiative d'une campagne de solidarité. Tous les autres syndicats progressistes et les organisations démocratiques poursuivent maintenant une vaste campagne de collecte de fonds à travers toute la Turquie et même parmi les travailleurs émigrés en Europe. (HT-C-MI-DG-ET-29/6)

UN NAVIRE ECOLE CHILIEN FORCE DE QUITTER UN PORT TURC

ANTALYA (ITA) - Un navire école militaire Chilien, "l'Esmeralda", a subi, le 14 juin 1977, une attaque à la bombe dans le port d'Antalya et quelques marins Chiliens ont été insultés et harcelés par les habitants.

Ceci est une nouvelle manifestation de solidarité du peuple turc avec le peuple opprimé du Chili. Selon les déclarations écrites et sous serment données par des victimes de la torture, ce bateau a été utilisé comme centre de torture juste après le coup d'état militaire fasciste au Chili.

Les organisations progressistes de Turquie avaient publié des communiqués protestant contre la visite officielle du navire Chilien dans des ports turcs. En dépit de cette réaction, le Gouvernement de Front Nationaliste souhaita la bienvenue au navire de torture; à la suite de cela, le peuple manifesta sa réprobation d'une manière violente. De plus, le gouverneur et le maire de la ville d'Antalya n'allèrent pas à la réception officielle donnée par le capitaine du navire chilien.

A la suite de ces réactions, le navire chilien fut obligé de quitter le port et d'annuler sa visite au port d'Istanbul.

Rappelons que le peuple turc avait déjà manifesté sa solidarité avec le peuple chilien au cours des soirées organisées par le TIP en novembre 1976. Contrarié par cette solidarité, le Front Nationaliste avait expulsé trois chanteurs chiliens de la résistance, Isabel Parra, Angel Parra et Patricio Castillo, qui avaient été invités à ces soirées.

(C-DN-DG-ET-29/5)

PRESSIONS SUR L'AGENCE INFO-TÜRK

ANKARA-BRUXELLES (ITA) - En mai 1977, le Gouvernement de Front Nationaliste interdit la diffusion en Turquie d'un livre édité par l'Agence Info-Türk. La décision du gouvernement concernant le livre intitulé "Qu'est-ce que le Communisme" en turc a été prise à la demande du Ministère de l'Intérieur.

Le Gouvernement de Front Nationaliste, juste après son accession au pouvoir, en 1975, avait interdit aussi deux autres publications éditées par l'Agence Info-Türk: un livre sur le fondateur du Parti Communiste de Turquie, assassiné avec 14 camarades: "Mustafa Suphi, sa lutte et ses idées", et une traduction de l'oeuvre célèbre de Lénine: "Sur le Marxisme". Il interdit aussi un disque 33 tours: "Chants révolutionnaires turcs", produit par la Coopérative de Diffusion et de Publication COODIFF.

Le gouvernement turc pousse aussi les autorités belges à exercer des pressions sur l'Agence Info-Türk et la Coodiff.

Toutes ces pressions ont été dévoilées le 5 juin 1977 dans un programme de la Télévision belge (RTB).

Le représentant de COODIFF parlant au cours de ce programme des problèmes culturels des travailleurs émigrés turcs en Belgique dit:

"Coodiff a été établie durant la répression militaire en Turquie par des progressistes turcs et belges en Belgique dans le but de fournir aux travailleurs turcs des publications progressistes en langue turque. Elle publia et diffusa les œuvres en turc édités par l'Agence Info-Türk; elle réalise aussi la préparation technique des périodiques en langue turque publiés par des organisations démocratiques tels que les deux grands centres syndicaux de Belgique et les associations de travailleurs turcs.

"Plus tard, à la suite de l'escalade de la répression exercée par le gouvernement de Front Nationaliste, l'Agence Info-Türk commença à publier des bulletins mensuels en anglais et en français afin d'informer l'opinion mondiale des événements de Turquie.

"En réaction à ces activités de la coopérative, le Gouvernement de Front Nationaliste de Turquie interdit la diffusion des ouvrages édités par l'Agence Info-Türk.

"D'autre part, cédant aux pressions du gouvernement turc, la Police des Etrangers de Belgique exerça des pressions permanentes sur l'administration de Coodiff. Par exemple, la Police des Etrangers a instamment refusé de donner un permis de séjour aux administrateurs turcs de la Coopérative et le permis de travail a été aussi empêché.

"Après une lutte de trois ans, le Ministère du Travail et de l'Emploi donna un permis de travail d'un an à l'administrateur Dogan Özgüden, mais la Police des Etrangers maintint son attitude répressive en l'obligeant à renouveler son permis de séjour tous les trois mois.

"En outre, le 12 février 1977, trois agents en civil vinrent à l'Office de Coodiff et déclarèrent qu'ils avaient un dossier secret au sujet des activités de Dogan Özgüden contre le régime turc et affirmèrent que si celui-ci continuait les activités qui pourraient nuire aux bonnes relations entre les gouvernements belge et turc, Dogan Özgüden serait expulsé de Belgique."

De plus, la Police des Etrangers a ouvert une enquête au sujet de la visite de Dogan Özgüden dans les pays socialistes où il avait été invité en tant que journaliste turc.

(M-YP-BI-DG-ET-10/6)

BULLETIN D'AGENCE INFO-TÜRK NE
PARAITRA PAS AU MOIS D'AOUT.
APRES CE NUMERO, IL REPRENDRA
SA PUBLICATION EN SEPTEMBRE

ABONNEZ-VOUS AU BULLETIN D'AGENCE INFO-TÜRK

Pour chaque édition en français, en anglais et en turc
l'abonnement annuel: BELGIQUE 100 FB, ETRANGER 200 FB

Virement:

COODIFF s.c. - CGER 001-0414791 - Bruxelles - BELGIQUE

Correspondance:

AGENCE INFO-TÜRK

Coodiff s.c. - 561, chaussée de Ninove - 1080 Bruxelles - BELGIQUE
